

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Si-l-Italie-sortait-de-l-Euro>

Si l'Italie sortait de l'Euro...

- Empire et Résistance - Union Européenne - Italie -

Date de mise en ligne : vendredi 21 novembre 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La possibilité d'une sortie de l'Italie de l'Euro, sortie qui pourrait survenir à la fin du printemps 2015, est de plus en plus souvent évoquée dans la presse internationale, italienne bien sûr mais aussi allemande, usaméricaine [1] et britannique [2]. Le silence de la presse française n'en est que plus assourdissant... Il faut alors comprendre pourquoi le processus de destruction de l'Euro pourrait bien commencer par l'Italie, et quelles en seraient les conséquences pour la France.

Une situation devenue intenable

Il est clair, désormais, que la situation de l'Italie est devenue intenable dans le cadre de la monnaie unique. L'Italie est plongée dans une situation de stagnation de son PIB depuis la crise de 2008 qui semble même plus grave que ce que l'on connaît en Espagne.

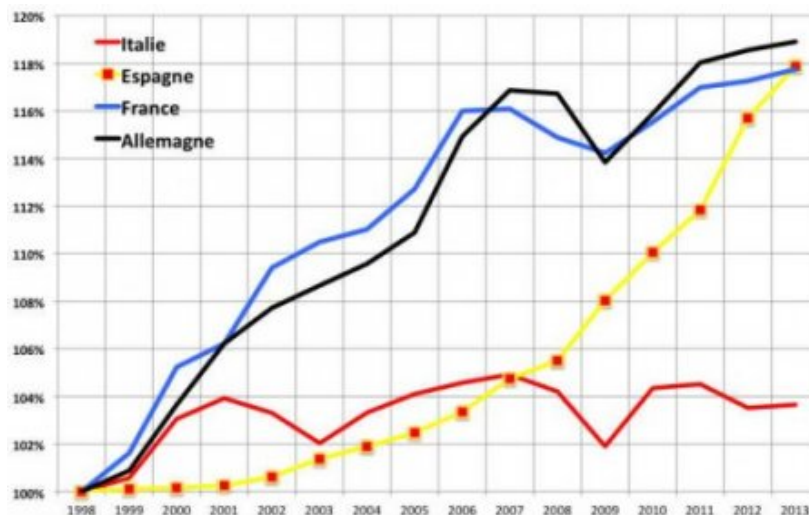
Graphique 1



A - PIBSource : Base de données du FMI, octobre 2014.

La situation est particulièrement critique si l'on regarde les gains de productivité de l'Italie, comparée à ses concurrents de la zone Euro depuis 1999. On constate que l'Italie est à la traîne, et pas seulement par rapport à l'Allemagne et la France mais aussi par rapport à l'Espagne. Dans ce pays, cependant, la fermeture de nombreuses entreprises a entraîné la disparition des moins productives et, ici, le gain de productivité peut directement s'expliquer par l'effet de la contraction de la production.

Graphique 2



A - Prod du tSource : Base de données du FMI, octobre 2014

En fait des discussions avec des conseillers économiques du gouvernement Renzi montrent que ces derniers sont désormais très pessimistes quant à l'avenir économique du pays. Ils estiment que, sauf à connaître un tournant important dans la politique économique allemande cet hiver, l'Italie n'aura guère d'autre choix que de quitter l'Euro vers l'été 2015. Notons qu'un parti, le *Movimento 5 Stelle* de Beppe Grillo, appelle à la tenue d'un référendum sur l'Euro, et que cette idée est en train de gagner du terrain dans les milieux politiques italiens.

L'Italie fait une large part (55% du commerce des biens, et près de 64% en comptant les services) de son commerce extérieur avec les pays de la zone Euro. On comprend dès lors que la baisse, toute relative, de l'Euro face au Dollar ne l'avantage guère. L'économie italienne souffre d'un problème de compétitivité à l'intérieur de la zone Euro.

Les conséquences pour la France

Si l'Italie devait donc prendre cette décision, les conséquences seraient importantes pour l'économie française. En raison d'une spécialisation comparable à celle de l'économie italienne, il n'est guère possible pour la France de rester dans la zone Euro si l'Italie en sort (et réciproquement). Mais cette réalité économique risque de se heurter à l'entêtement d'un gouvernement qui est paralysé par la peur de voir sa stratégie politique s'effondrer à ce moment. Il faut ici répéter que rien ne serait pire pour la France que de rester dans une zone Euro qui se réduirait alors à une zone Mark, si l'un des grands pays, et l'Italie constitue la troisième économie de la zone Euro, devait en sortir. Le choc adverse de compétitivité serait très certainement catastrophique pour l'industrie française.

Dès lors, il faut penser un tel cas de figure et se demander s'il n'offre pas, en réalité, une importante opportunité pour l'économie française. Si la France et l'Italie sortent ensemble de la zone Euro, cela impliquera une sortie à court terme de l'Espagne, du Portugal, de la Grèce et de la Belgique. En effet, on comprend immédiatement que l'Espagne, qui est affaiblie par des tensions politiques profondes, ne pourrait rester dans l'Euro si l'Italie et la France en sortaient. Or, une sortie de l'Espagne implique celle du Portugal, et après ces quatre pays le maintien dans l'Euro de la Grèce ne se justifie plus. Compte tenu de ses liens avec l'économie française, il est très probable que la Belgique devrait suivre après quelques semaines d'hésitations. Une sortie de l'Italie provoquerait bien la dislocation de la zone Euro, et l'Allemagne, très probablement, reprendrait sa monnaie. Mais ce scénario, loin d'être une catastrophe, ouvrirait immédiatement de nouvelles opportunités et en particulier la possibilité - une fois les parités des monnaies de ces pays stabilisées - de reconstituer un bloc commercial. Ce dernier ne devrait pas se fonder sur une monnaie unique (un « Euro-Sud »), dont on a déjà eu l'occasion de dire qu'elle impliquerait un très fort appauvrissement de l'Italie et de l'Espagne, mais devrait plutôt se fonder sur des règles de co-variation des taux de

change, étant acquis que les parités respectives des pays de ce bloc pourraient être révisées de manière régulière (tous les ans) afin de tenir compte des mouvements différents de la productivité.

Il convient donc de surveiller de près l'évolution du débat en Italie dans les mois qui viennent, et surtout la manière dont la presse française, sur laquelle hélas ! on ne se fait plus guère d'illusions, en rendra compte.

Jacques Sapir pour [RussEurope](#)
[RussEurope](#). Paris, 18 novembre 2014

Post-scriptum :

***Jacques Sapir** est un économiste français, il enseigne à l'EHESS-Paris et au Collège d'économie de Moscou (MSE-MGU). Spécialiste des problèmes de la transition en Russie, il est aussi un expert reconnu des problèmes financiers et commerciaux internationaux. Il est l'auteur de nombreux livres dont le plus récent est « [La Démondialisation](#)[\[https://www.assoc-amazon.fr/e/ir?t=elcordeladiaa-21&l=ur2&o=8\]](https://www.assoc-amazon.fr/e/ir?t=elcordeladiaa-21&l=ur2&o=8) » (Paris, Le Seuil, 2011).

[1] Baker D., « [Italy's Stagnation : The Need to Share the Pain](#) » in INSIGHT, Center for International SocialStudies,

[2] « [Lira looks set for a comeback](#) », The Guardian, 16/11/2014,